

# Début d'un atelier sur l'intégration des OMD dans les stratégies de développement

Un atelier technique de concertation sur l'intégration des objectifs du millénaire pour le développement (OMD) dans les stratégies nationales de développement a débuté mercredi à Nouakchott.

L'atelier de deux jours regroupe les représentants de plusieurs départements ministériels, des deux chambres du Parlement, certains maires et des ONGS.

La cérémonie d'ouverture de l'atelier a été présidée par le secrétaire général du ministère des Affaires Economiques et du Développement, M. Mohamed Ould Maaouya qui a prononcé une allocution dans laquelle il a rappelé que notre pays, à l'instar de 191 autres états du monde, a adopté le 8 septembre 2000 la déclaration du millénaire qui fixe des objectifs

ambitieux pour l'humanité à l'horizon 2015. Il a ajouté que pour améliorer la formulation des politiques et les adapter aux OMD, notre pays bénéficie depuis février 2003 d'un appui du PNUD dans le cadre d'un projet qui vise l'intégration de ces objectifs dans les stratégies nationales de développement.

Le présent atelier, a-t-il poursuivi, rentre dans le cadre de la mise en oeuvre dudit projet, du renforcement de la concertation entre les acteurs et le suivi des objectifs du millénaire et de leur lien avec les politiques de développement, notamment le cadre stratégique de lutte contre la pauvreté conformément aux orientations du Président de la République, Monsieur Maaouya Ould Sid'Ahmed Taya.

Pour sa part, Mme Rosine Sori

Coulibaly, représentante résidente par intérim du PNUD a précisé que le projet d'appui à l'appropriation nationale des OMD compte à son actif plusieurs réalisations dont la formulation d'un plan d'action pour l'appropriation nationale des OMD qui fait de la Mauritanie l'un des premiers pays au monde à s'être doté d'un tel outil de programmation et l'intégration des OMD au niveau du système national de suivi statistique de la pauvreté.

Ont assisté à l'ouverture, le commissaire adjoint aux Droits de l'Homme, à la Lutte contre la Pauvreté et à l'Insertion, le secrétaire général du ministère de la Santé et des Affaires sociales et le directeur de cabinet de la secrétaire d'Etat à la Condition Féminine.